



Atelier syndical mondial de l'ISP sur la remunicipalisation

« Stratégies syndicales pour remettre les services publics en mains publiques »

4-5 décembre 2018 | Salle IV – OIT | Genève Suisse

Langues : EN, FR, ES

NOTE CONCEPTUELLE

CONTEXTE

Un nombre croissant d'études montre que les villes, les communautés et, dans certains cas, les Etats, renationalisent les services publics passés aux mains du secteur privé, la privatisation n'ayant pas tenu ses promesses en termes de rentabilité, de qualité de service et d'accès pour les usagers. Celles-ci mettent également en évidence les mauvaises conditions de travail et de droits des travailleurs et travailleuses employé(e)s par les services publics privatisés.

En 2017, une [étude du Transnational Institute](#) a fait état de 832 cas dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de la gestion des déchets, du transport, des services sociaux et de santé et de l'éducation. Du fait des juridictions locales et nationales spécifiques, des systèmes politiques et des mouvements sociaux qui les sous-tendent, chaque cas de remunicipalisation est unique. Les syndicats ainsi que les travailleurs et travailleuses sont impliqué(e)s dans ces processus, soit à travers leur accompagnement des membres durant la transition, soit par leur participation au mouvement social ou à la campagne qui a donné son impulsion au changement. Dans certains cas, les syndicats jouent un rôle précurseur dans ces processus grâce à leur connaissance des collectivités territoriales, des usagers ainsi que des travailleurs et travailleuses, auxquels ils montrent également les avantages d'une reprise en main publique des services pour l'intérêt public.

La politique de l'ISP soutient et encourage la remunicipalisation. Elle reconnaît toutefois qu'il s'agit d'un processus complexe et que les travailleurs et travailleuses et les syndicats ont des préoccupations propres en ce qui concerne les modalités de transition et la défense de l'emploi et des conditions pendant cette transition. Dans de nombreuses juridictions, il n'est ni facile ni évident de savoir comment faire revenir la main-d'œuvre du secteur privé vers le secteur public. Dans d'autres, une telle transition est régulée par des lois bien définies. Il peut alors y avoir des obstacles juridiques à l'embauche directe par le secteur public de personnel issu des opérateurs privés ou à la couverture par les conventions collectives. D'autres préoccupations concernent le transfert des fonds de pension, les salaires et droits, la description des postes, les parcours professionnels, l'ancienneté, etc. Il est possible que les syndicats ne représentent que les travailleurs et travailleuses du secteur public ou privé, et puissent par conséquent perdre des membres au cours d'une remunicipalisation.

OBJECTIFS

L'expérience croissante accumulée par les syndicats dans le domaine de la remunicipalisation des services publics constitue un ensemble précieux de connaissances et de leçons dans lesquelles puiser pour apprendre les uns des autres et réussir à surmonter aux difficultés tout en évitant les erreurs courantes. Pourtant, les recherches relatives à la dimension sociale et syndicale de la remunicipalisation font clairement défaut. L'objectif de cet atelier est donc de commencer à combler cette lacune en rassemblant les contributions des représentant(e)s syndicaux/ales des affiliés à l'ISP de quatre continents et de recueillir les leçons apprises en vue de renforcer la capacité des syndicats à s'impliquer en premier plan et en confiance dans les processus de remunicipalisation, l'autre facette des campagnes anti-privatisation.



En analysant des cas concrets de remunicipalisation, l' atelier vise à traiter les aspects suivants :

- Identification des éléments clés d'une campagne de remunicipalisation
- Options pour traiter les questions de la transition professionnelle, des conditions et des droits des travailleurs et travailleuses d'un service remunicipalisé
- Comment faire d'une campagne de remunicipalisation une opportunité de syndicalisation et de recrutement
- Alliances entre syndicats et société civile pour soutenir la mobilisation sociale et le changement social
- Préparation à la réaction des opérateurs privés
- Considérations juridiques

Les contributions viendront enrichir la recherche en vue d'élaborer un outil de remunicipalisation pour les syndicats.

Cette conférence est ouverte aux affiliés de l'ISP et leurs alliés.

Pour toute information ultérieure sur l'atelier et pour contribuer au programme contactez :

- Daria Cibrario, ISP daria.cibrario@world-psi.org

Pour participer contactez:

- Nobuko Mitsui Nobuko.mitsui@world-psi.org

Pour les jeunes travailleurs et travailleuses prenant(e)s partie à cet atelier contactez :

- Cédric Depollier Cedric.depollier@world-psi.org